

Le DÉVELOPPEMENT RURAL par le TRAVAIL DÉCENT

POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI PRODUCTIF, LE REVENU, DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL, L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LES DROITS, UNE VOIX, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RÉSILIENCE AUX CRISES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Bureau International du Travail

Thèmes

Notes d'orientation rurale

Créer des opportunités pour les communautés rurales affectées par le VIH et le sida

Le VIH et le sida peuvent avoir des effets dévastateurs sur la productivité et la viabilité des modes de subsistance des personnes vivant en zone rurale. Des politiques intégrées qui autonomisent les communautés rurales touchées par le VIH et le sida via des initiatives dans les domaines social, économique et de la santé, peuvent propulser les communautés et les marchés ruraux et faire en sorte que les personnes affectées par le VIH mènent des existences productives.

Faits et chiffres

- Aujourd'hui, 33,3 millions de personnes vivent avec le VIH dans le monde.¹
- Les pays les plus touchés par le VIH sont fortement tributaires de la petite agriculture qui représente à peu près un tiers de leur PIB, situation qui a des effets notables sur la sécurité alimentaire et la nutrition.²
- Environ 52 pour cent des personnes vivant avec le VIH dans le monde sont des femmes ; le chiffre atteint 76 pour cent en Afrique subsaharienne.³ Dans le même temps, les petites exploitantes agricoles produisent 50 pour cent de la production alimentaire mondiale.⁴
- La grande majorité des femmes et des hommes vivant avec le VIH ont entre 15 et 45 ans, soit la partie de la population la plus productive.⁵
- Sans l'accès au traitement, à la prise en charge et à l'appui appropriés, 25 pour cent de la main-d'œuvre agricole d'Afrique subsaharienne pourrait être emportée par le sida d'ici à 2020.⁶
- Du fait de facteurs biologiques et sociaux, les femmes et les filles sont plus vulnérables que les hommes au VIH. Les femmes et les filles supportent aussi la part la plus lourde du travail en zone rurale, de par leurs responsabilités traditionnelles de production de nourriture, de travail domestique et de soins.⁷
- Les niveaux de revenus ont une forte influence sur le risque de contracter le VIH, et restreignent les stratégies des individus et des ménages face au VIH.
- Les migrations des zones rurales aux zones urbaines pour des raisons de travail, commerciales ou de transport influent sur la progression du VIH aux endroits-mêmes où l'accès à la prévention du VIH fait défaut.⁸



© OIT/M. Crozet

Pourquoi il faut agir

- Le VIH et le sida touchent les membres les plus actifs de la population active, ce qui réduit les revenus et coûte cher à tous les secteurs économiques à cause des baisses de productivité, de l'absentéisme, de la hausse des coûts de la main-d'œuvre et de la perte de personnes compétentes et expérimentées.
- En milieu rural, de nombreuses activités sont intensives en main-d'œuvre et exigent beaucoup de temps et d'énergie, comme par exemple débroussailler, cultiver, récolter, puiser l'eau et chercher le bois de cuisine. Le VIH peut rendre ces tâches quotidiennes extrêmement difficiles.
- L'accès à l'information et aux services de santé est limité dans les zones rurales. Les femmes et les hommes de ces zones sont moins susceptibles de savoir comment se protéger du VIH ; et en cas de maladie, ils ont moins de chance de recevoir un traitement, des soins et du soutien.
- Le VIH et le sida entraînent aussi de forts déficits de main-d'œuvre pour les activités économiques agricoles et non-agricoles et pour le travail domestique, puisque les personnes utilisent leur temps et leurs ressources pour s'occuper de membres de la famille malades.
- Le VIH limite la disponibilité de la main-d'œuvre, surtout des femmes, puisque leur temps productif est souvent grignoté par la prise en charge et le soutien aux parents malades.
- La stigmatisation et la discrimination à cause du VIH doivent être éliminées car elles constituent une violation des droits de l'homme et sapent les efforts de prévention du VIH.



© OIT/K. Sovannara

- Les migrations depuis les zones rurales aggravent les risques d'infection par le VIH. Les travailleurs migrants et mobiles qui sont séparés de leurs familles peuvent adopter des comportements qui augmentent leur risque d'infection par le VIH. Les partenaires restés dans les communautés rurales peuvent à leur tour être exposés au VIH au retour des travailleurs migrants et mobiles au sein de leurs familles.
- Les impacts du VIH se répercutent sur les capacités agricoles, essentiellement en réduisant la production alimentaire et en menaçant les modes de subsistance des familles et communautés rurales.
- Le VIH et le sida peuvent engendrer un cycle de pauvreté du fait des dépenses auxquelles font face les ménages touchés, comme les frais médicaux en hausse, le transport vers les centres de santé, le nécessaire pour les soins à domicile et les frais d'enterrement.
- Les personnes vivant avec le VIH ont beaucoup de mal à obtenir des prêts ou des microcrédits, car les institutions de prêts pensent à tort qu'un tel investissement ne produirait pas de rendement.

Encadré 1

Recommandation de l'OIT concernant le VIH et le sida et le monde du travail, 2010 (No. 200)

Cette recommandation établit un certain nombre de principes concernant la réponse mondiale au VIH et au sida, directement applicables aux femmes et aux hommes du milieu rural, notamment :

- La réponse au VIH devrait être reconnue comme contribuant à la réalisation des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'égalité entre hommes et femmes pour tous.
- Il ne devrait y avoir aucune discrimination ou stigmatisation contre les travailleurs en raison de leur statut VIH réel ou supposé.
- La prévention de tous les modes de transmission du VIH devrait être une priorité fondamentale.
- Les lieux de travail devraient faciliter l'accès à la prévention du VIH, au traitement, à la prise en charge et au soutien.
- Les travailleurs devraient pouvoir participer à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes de lutte contre le VIH.
- Les efforts de prévention devraient s'attaquer aux risques de transmission dans le milieu du travail du VIH, de la tuberculose et des maladies associées.
- La protection de la vie privée et de la confidentialité devrait être assurée en ce qui concerne le statut VIH.
- Personne ne devrait être contraint de se soumettre à un test ou au dépistage du VIH pour obtenir un emploi.
- La réponse du milieu du travail devrait faire partie des politiques et programmes nationaux, y compris ceux concernant le travail, l'éducation, la protection sociale et la santé.

- Le VIH affecte fortement les enfants des zones rurales. Lorsque les fournisseurs de soins primaires tombent malades, les enfants sont souvent retirés de l'école pour s'occuper de leurs parents et peuvent aussi être forcés de travailler afin de maintenir les revenus du foyer, ce qui perpétue la pauvreté.

Orientations pour l'action

- La Recommandation de l'OIT sur le VIH et le sida, la Recommandation No. 200 de 2010 (voir l'Encadré 1), donne des conseils sur la façon de traiter le VIH dans le monde du travail et par son biais. La Recommandation couvre un large éventail de travailleurs dans les économies formelle et informelle. Elle s'appuie sur et renforce les principes énoncés dans le *Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/sida et le monde du travail* de 2001. Il convient d'envisager des ripostes à tous les niveaux : macro, méso et micro.

Au niveau macro : intégrer le VIH dans les politiques de développement

L'intégration est essentielle pour créer un cadre propice en termes de politiques et de ressources grâce auquel les priorités du VIH et du sida deviendront parties intégrantes des politiques de développement rural. Cela nécessite des initiatives pour :

- Intégrer la réponse du monde du travail aux stratégies et plans nationaux de lutte contre le sida.
- Intégrer le VIH dans la planification stratégique nationale, la protection sociale et les plans de réduction de la pauvreté et de développement.
- Sensibiliser et encourager une juste reconnaissance par les responsables gouvernementaux de la question du VIH/sida, ses liens avec la pauvreté, la faible productivité et son entrave à la croissance et au développement.
- Favoriser le développement d'un engagement national et d'une stratégie de lutte contre le VIH et le sida dans les zones rurales.
- Examiner les politiques et les programmes existants afin d'identifier quels éléments doivent être révisés pour inclure les aspects reliés au VIH.
- Coordonner les divers niveaux de gouvernement. Il s'agit surtout d'impliquer les collectivités locales et les municipalités dans le dialogue social afin de mieux évaluer et donc traiter l'épidémie.
- Identifier les rôles des différentes parties prenantes (gouvernements, ONG, OIG, œuvres caritatives, organisations de travailleurs et d'employeurs, coopératives, organisations communautaires et hôpitaux) dans la lutte contre le VIH et la mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts.
- Aider à coordonner les services et à forger de solides partenariats entre les organisations ayant des compétences complémentaires allant de l'agriculture aux autres secteurs économiques, de même que la santé, l'éducation et la protection sociale. Coordonner les initiatives et répondre aux besoins spécifiques des communautés rurales affectées par le VIH et le sida.

Au niveau méso : mettre en œuvre des politiques pour la pérennité des modes de subsistance et des systèmes de protection sociale

- Identifier et appuyer les organisations et acteurs déjà installés dans les zones rurales (organisations d'agriculteurs, coopératives, ministères et agences locales chargées de l'agriculture, agents de vulgarisation des connaissances, associations d'entreprises agricoles, etc.) afin de faire mieux connaître le VIH et de définir, selon leurs avantages comparatifs, le rôle de ces acteurs dans la prévention et l'atténuation des impacts du VIH.
- L'expérience du BIT montre que la création d'emplois et les modes de subsistance durables jouent un rôle-clé dans l'accès au traitement et dans l'amélioration de la santé physique et psychologique.
- Encourager la recherche axée sur l'action, pour identifier les changements reliés au VIH dans l'agriculture, les secteurs non-agricoles et les autres activités économiques en termes de pertes de main-d'œuvre, de coûts de santé, etc.



© OIT/Tulanoga Matimbwi

- Prendre les « zones problématiques » identifiées comme points cibles pour renforcer les capacités économiques des foyers affectés par le VIH.
- Faire en sorte que les personnes, les foyers et les communautés touchés par le VIH aient accès à des filets de sécurité sociaux.
- Renforcer les capacités pour lier les initiatives à petite échelle de lutte contre le VIH/sida aux politiques plus globales de réduction de la pauvreté et de développement.
- Étudier, élaborer et distribuer des technologies à économie de main-d'œuvre qui aideront de manière significative les ménages qui consacrent du temps à s'occuper de membres de la famille malades ou qui ont à leur tête des enfants ou des grands-parents.

Encadré 2

La prévention du VIH et l'atténuation de ses effets négatifs dans le monde du travail en Afrique subsaharienne

Ce programme du BIT a démarré en 2006 grâce à des financements suédois et se centrait sur la prévention et l'atténuation des effets négatifs du VIH par le biais de l'autonomisation économique. L'une des composantes du programme était l'autonomisation des femmes vivant avec le VIH en leur donnant accès à des microcrédits pour permettre l'indépendance financière, la productivité et l'entrepreneuriat. Le programme passait par des coopératives pour apporter un appui financier direct aux femmes vivant avec le VIH, puisque les institutions de microfinance se refusaient souvent à prêter à des personnes vivant avec le VIH à cause du risque supposé de défaut de paiement.

Le programme proposait initialement des formations en compétences en affaires et le renforcement des capacités. Puis, il a fourni un capital initial à un certain nombre d'entrepreneurs potentiels qui avaient développé des projets d'entreprises viables. Suite à l'évaluation de 192 microprojets soumis par des femmes, 68 d'entre elles ont reçu des fonds de lancement après la formation et toutes les bénéficiaires sont à présent à la tête de leur propre entreprise. C'est ainsi que plus de 100 femmes vivant avec le VIH ont créé un large éventail d'entreprises y compris dans le commerce, la couture, le design, l'élevage de porcs et de volaille, le secrétariat et les services de communication. Certaines femmes ont déclaré tenir à présent des livres comptables pour la première fois et pouvoir ainsi mieux suivre la croissance de leur entreprise. Le programme proposait aussi un appui psychologique et social aux membres des coopératives tout en travaillant à la sensibilisation au sein des communautés rurales.

Source : <http://www.unaids.org/fr/Resources/PressCentre/Featurestories/2010/February/20100225CameroonILO/>

Encadré 3

Gérez mieux votre entreprise

« J'ai appris qu'il fallait avoir de l'argent ou une entreprise pour générer assez de revenus pour pouvoir se rendre en ville pour des visites de contrôle régulières et pour récupérer les médicaments antirétroviraux. Nous n'avons pas ces services au dispensaire de notre village ». Ce sont les mots de Faith, 61 ans, l'une des 730 000 femmes qui, d'après les estimations, vivaient avec le VIH en Tanzanie où le taux de prévalence national s'élève à environ 5,6 pour cent.

Le programme de formation du BIT « Gérez mieux votre entreprise » a été lancé en Tanzanie en 2009 avec des fonds suédois, afin d'aider les personnes vivant avec le VIH en zone rurale à devenir indépendantes financièrement grâce à l'entrepreneuriat. C'est un programme à deux volets, qui passe par les coopératives pour doter les entrepreneurs de compétences en affaires tout en travaillant à la sensibilisation des membres des communautés locales sur la façon de prévenir le VIH et le sida et d'en atténuer les effets négatifs. Tandis que la composante entrepreneuriat se centre sur la création de compétences en affaires via la formation et les microcrédits, la sensibilisation passe par des ateliers et des initiatives de formation par les pairs. En 2009, 1600 femmes et hommes ont participé au programme. Qu'ils deviennent des entrepreneurs et donc des membres productifs de la société a joué un rôle important de catalyseur dans la résolution des problèmes de stigmatisation, tout en améliorant les débouchés professionnels, les revenus et les conditions de vie des personnes vivant avec le VIH.

Disponible sur :

http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/news/WCMS_153797/lang-en/index.htm

- Développer des campagnes de sensibilisation visuelles et sonores appropriées qui ciblent les populations rurales et portent sur les stratégies de prévention et de prise en charge, en s'exprimant clairement contre la stigmatisation. Employer des méthodes adaptables aux contextes locaux telles que les groupes de pairs, le théâtre, les affiches ou la radio locale.

Au niveau micro : lancer des initiatives pilotes et recenser les bonnes pratiques pour les reproduire

- Évaluer l'impact du VIH sur les modes de subsistance ruraux et la pauvreté dans une région ou un pays donnés.
- Constituer des groupes consultatifs dans les zones rurales pour atteindre les populations rurales et organiser et fournir de manière plus efficace le soutien nécessaire.
- Tenir compte des besoins spécifiques, tels que la composition des ménages ruraux, car les bénéficiaires peuvent s'avérer être des familles démunies, des enfants ou des personnes âgées.
- Mettre sur pied des groupes consultatifs composés de parties prenantes essentielles et planifier des actions au niveau local.



© OIT/P. Deloche

Le DÉVELOPPEMENT RURAL par le TRAVAIL DÉCENT

POUR LA CROISSANCE, L'EMPLOI PRODUCTIF, LE REVENU, DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL, L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LES DROITS, UNE VOIX, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LA RÉSILIENCE AUX CRISES, LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Établir des liens avec des institutions communautaires d'épargne, de microfinance et d'assurance afin de préparer des stratégies d'appui qui atteindraient ces ménages plutôt que de les défavoriser.
- Encourager les institutions de microfinance/assurance existantes, les ONG et les autres organisations à aider les personnes vivant avec le VIH et les ménages affectés par le virus en leur fournissant de la nourriture, des terres ou des conseils techniques pour améliorer leur alimentation et leur permettre de générer des revenus pour une meilleure qualité de vie.
- Aider les femmes des zones rurales à améliorer leurs compétences en affaires et leur productivité via des programmes de formation adaptés, et favoriser l'accès au microcrédit.
- Remédier à la stigmatisation et à la discrimination au sein des communautés locales envers les personnes vivant avec le VIH.
- Encourager la communication et les échanges sur le VIH au niveau de la communauté, à travers le théâtre, les radios locales et les activités d'intégration.
- Faire en sorte qu'en cas de mort de leur conjoint, les femmes puissent conserver l'accès et la propriété en ce qui concerne les ressources de production telles que les terres, le bétail, le logement, etc.

Le rôle de l'OIT

- L'OIT aide les gouvernements et les organisations d'employeurs et de travailleurs (les mandants de l'OIT) à élaborer des politiques et des programmes de lutte contre le VIH et le sida dans le monde du travail, en se basant sur sa Recommandation No. 200. L'OIT aide aussi ses mandants à mettre en œuvre ces politiques et programmes.
- L'OIT est un coparrain de l'ONUSIDA. Dans sa division du travail, l'OIT est l'organisation directrice pour les politiques et les programmes concernant le VIH dans le milieu du travail et pour la mobilisation du secteur privé. Elle joue ce rôle essentiellement par le biais de son programme sur le VIH/sida et le monde du travail, (OIT/sida).
- Le VIH fait partie intégrante de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT, qui contribue à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU par l'accès



©OIT/P. Deloche

universel à la prévention contre le VIH, au traitement, à la prise en charge et au soutien.

- En milieu rural, l'OIT travaille en étroite collaboration avec des coopératives, car celles-ci peuvent atteindre des femmes et des hommes ayant souvent un accès limité à la prévention, au traitement, à la prise en charge et au soutien. En particulier :
 - ◆ En Afrique subsaharienne, l'OIT travaille avec des coopératives pour faciliter l'autonomisation économique et l'accès aux services liés au VIH.
 - ◆ Des projets spécifiques de l'OIT se sont concentrés sur le renforcement des capacités des organisations coopératives nationales et régionales, tout en travaillant de manière rapprochée avec les coopératives locales des zones rurales et en les aidant à s'organiser et à se positionner comme des centres ou des points focaux qui vont activement s'engager dans la prestation et la facilitation de services de prévention et de lutte contre le VIH.

¹ ONUSIDA : *Rapport mondial: Rapport de l'ONUSIDA sur l'épidémie mondiale du sida* (Genève : 2010)

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ FAO : *La contribution des femmes à la production agricole et à la sécurité alimentaire: situation actuelle et perspectives*. Consulter: <http://www.fao.org/docrep/X0198E/x0198e02.htm>

⁵ Op. cit. ONUSIDA : *Rapport mondial*

⁶ Ibid.

⁷ Ibid.

⁸ ONUSIDA : *Note d'orientation : le VIH et la migration internationale* (Genève : 2008), disponible sur : http://data.unaids.org/pub/Manual/2008/jc1513a_policybrief_en.pdf

Liens

- Programme du BIT sur le VIH/sida et le monde du travail (BIT/sida) : www.ilo.org/aids
- ONUSIDA : www.unaids.org
- FAO : *Fiche d'information: Le sida: une menace pour l'Afrique rurale*: <http://www.fao.org/FOCUS/E/aids/aids6-e.htm>

Outils

- ◆ BIT : Recommandation de l'OIT concernant le VIH et le sida et le monde du travail, 2010 (No. 200)
- ◆ BIT : *Recueil de directives pratiques sur le VIH/sida et le monde du travail* (Genève: 2001)
- ◆ BIT : *Jeu de cartes Mieux connaître les IST-VIH-SIDA* (Genève: 2006)
- ◆ BIT : *HIV/AIDS Behavior Change Communication Toolkit for the Workplace* (Genève: 2004)
- ◆ BIT : *HIV/AIDS Education and Counseling Manual in Cooperatives and Informal Sector Economy* (Genève: 2008)
- ◆ BIT : *HIV/AIDS Peer Education Manual* (Genève: 2009)

Autres ressources

- ◆ BIT : *Note d'orientation : Comment élaborer une politique nationale concernant le VIH et le sida et le monde du travail* (Genève : 2011): http://www.ilo.org/rome/risorse-informative/servizio-informazione/publicazioni/WCMS_157256/lang=en/index.htm
- ◆ ONUSIDA : *Rapport mondial: Rapport de l'ONUSIDA sur l'épidémie mondiale du sida* http://www.unaids.org/documents/20101123_GlobalReport_em.pdf
- ◆ BIT : *Guide to mainstreaming gender in workplace responses to HIV and AIDS* (Genève : 2011)

Nous contacter :
iloaids@ilo.org

Auteur : Julia Faldt Wahengo, avec l'appui de l'équipe OIT/sida